

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
Réf : FQR

ARRÊTE

de mise en demeure à l'encontre de
la société ECO RECUPERATION à
BRUGUIERES

157

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004 autorisant la société ECO RECUPERATION à exploiter à BRUGUIERES, 5 Chemin des pierres, un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage, relevant de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées (rubriques 2712 et 2713 désormais) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 ayant modifié l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004 et portant agrément pour le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage, agrément n° PR31 00013 D ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 novembre 2010 établi suite à sa visite d'inspection du 4 novembre 2010 ;

Considérant que la société ECO RECUPERATION ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004 modifié et de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 susvisés ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à entraîner un risque notable pour l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 :

La société ECO RECUPERATION est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 5 Chemin des pierres, sur le territoire de la commune de BRUGUIERES, de respecter les dispositions suivantes des arrêtés préfectoraux du 12 mars 2004 modifié et du 18 janvier 2007, dans les délais mentionnés suivant la notification du présent arrêté :

.../...

Non conformités constatées	Prescription à respecter	Texte réglementaire de référence	Échéances
Pas de registre de suivi des déchets dangereux pour les liquides issus des VHU, les boues du séparateur d'hydrocarbures, etc.	<p><i>La société ECO RECUPERATION est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.</i></p> <p><u>5°/ Dispositions relatives aux déchets</u></p> <p><i>Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du Code de l'environnement.</i></p>	Article 2 de l'arrêté préfectoral du 18/01/07 et 5° du cahier des charges annexé	2 mois
Pas d'analyses des eaux rejetées en sortie du séparateur d'hydrocarbures du site	<p><i>Les eaux pluviales et les eaux de lavage des sols rejetées dans le fossé longeant le Chemin des Pierres doivent respecter les valeurs limites suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - MES < 35 mg/l, - DCO < 125 mg/l, - Hydrocarbures < 10 mg/l, - Température < 30 °C, - pH compris entre 5,5 et 8,5. <p><i>[...] Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte, en plus des valeurs prévues à l'article 2.3.3 ci-dessus, le critère de qualité suivant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Plomb inférieur à 0,5 mg/l. 	Articles 2.3.3 et 7.13 de l'arrêté préfectoral du 12/03/04 modifié	3 mois
Stockages de carburant de la presse sans rétention	<p><i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir • 50 % de la capacité des réservoirs associés 	Article 2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 12/03/04 modifié	1 mois
Pas de contrôle des installations électriques	<i>L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.</i>	Article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12/03/04 modifié	3 mois
Extincteurs en nombre insuffisant	<p><i>L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) [...], - d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, - d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55b près des installations de liquides et gaz inflammables [...]. 	Article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 12/03/04 modifié	2 mois
Pas de formation du personnel à la sécurité	<i>L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel [...]</i>	Article 6.6 de l'arrêté du 12/03/04 modifié	3 mois
1 stockage de ferraille d'une hauteur voisine de 5 mètres	<i>[...] Le stockage des véhicules, carcasses automobiles et débris métalliques ne doit pas dépasser 2,50 m sur l'ensemble du dépôt.</i>	Article 7.6 de l'arrêté du 12/03/04 modifié	1 mois

.../...

ARTICLE 2 : A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1re, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3 : Délai et voies de recours :

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Midi-Pyrénées, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société ECO RECUPERATION.

Toulouse, le 26 NOV. 2010

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN

